

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'accès universel à l'énergie durable restera hors de portée tant que les inégalités n'auront pas été aplanies, indique le rapport *Tracking SDG 7: The Energy Progress Report*

Des solutions durables doivent être proposées aux pays africains en retard en matière d'accès à l'énergie

WASHINGTON, 7 juin 2021 — Au cours des dix dernières années, une proportion sans précédent de la population mondiale a obtenu l'accès à l'électricité, mais le nombre de personnes privées d'électricité en Afrique subsaharienne a en réalité augmenté. Si les pays affichant les plus importants déficits n'intensifient pas considérablement leurs efforts, le monde ne pourra toujours pas garantir l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne à l'horizon 2030. C'est ce qu'affirme le rapport intitulé [Tracking SDG 7: The Energy Progress Report](#) publié ce jour par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Selon le rapport, des progrès importants ont été accomplis depuis 2010 sur bien des aspects de l'objectif de développement durable (ODD) 7, mais ces avancées sont inégales d'une région à l'autre. Certes, plus d'un milliard de personnes ont pu avoir accès à l'électricité à travers le monde durant les dix dernières années, mais les répercussions financières de la COVID ont rendu les services d'électricité de base économiquement inaccessibles pour 30 millions de personnes supplémentaires, dont la plupart se trouvent en Afrique. Le Nigéria, la République démocratique du Congo et l'Éthiopie affichaient les plus importants déficits en matière d'accès à l'électricité, l'Éthiopie ayant remplacé l'Inde dans le Top 3.

Le nombre de personnes privées d'accès à l'électricité dans le monde a baissé, passant de 1,2 milliard en 2010 à 759 millions en 2019. L'électrification au moyen de solutions renouvelables décentralisées a particulièrement connu un essor significatif. Le nombre de personnes raccordées à des mini réseaux a plus que doublé entre 2010 et 2019, passant de 5 millions à 11 millions d'individus. Pour autant, au regard des politiques actuelles et futures et des effets de la crise de COVID-19, l'on estime que 660 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030, en Afrique subsaharienne pour la plupart.

Parallèlement, quelque 2,6 milliards de personnes n'avaient pas accès à des moyens de cuisson non polluants en 2019, soit un tiers de la population mondiale. La stagnation des progrès depuis 2010 cause chaque année des millions de décès dus à l'inhalation de fumée de cuisson et si des mesures immédiates ne sont pas prises pour promouvoir à grande échelle des modes de cuisson propres, le monde ne réalisera qu'à 70 % la cible qu'il s'est fixée pour 2030. Pour ce qui concerne l'accès en Afrique subsaharienne, la population croît plus vite que le nombre de personnes ayant accès à des moyens de cuisson non polluants, de sorte que 910 millions d'individus sont privés de cet accès dans la région. Au total, 81 % de la population mondiale sans accès à des combustibles et des technologies propres était concentrée dans 20 pays. Parmi ces derniers, tout au plus 5 % de la population de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, de Madagascar, du Mozambique, du Niger, de l'Ouganda et de la Tanzanie avait accès à des moyens de cuisson non polluants. En revanche, l'Indonésie, le Cambodge et Myanmar ont fait des progrès chaque année de la période de référence.

Le rapport examine les différents moyens de combler les lacunes pour atteindre l'ODD 7, notamment l'objectif le plus important qui est d'augmenter de façon significative les énergies renouvelables, apparues plus résilientes durant la crise de COVID-19 que d'autres branches du secteur de l'énergie. Les énergies renouvelables ont enregistré une croissance sans précédent au cours des dix dernières années, mais leur part de l'ensemble de la consommation d'énergie finale est restée constante, face à une consommation d'énergie ayant augmenté à la même vitesse. Les énergies renouvelables sont le plus utilisées dans le secteur de l'électricité (près de 25 % en 2018), les progrès dans les secteurs du chauffage et du transport étant plus lents.

L'Asie de l'Est était responsable de plus d'un tiers de l'accroissement de la production d'énergie renouvelable en 2018, grâce notamment à la forte utilisation du solaire et de l'éolien en Chine. Les avancées les plus remarquables au niveau des pays en 2018 ont été enregistrées en Espagne (grâce à une production hydroélectrique plus importante), puis en Indonésie (où l'adoption rapide de la bioénergie pour la production de l'électricité a été déterminante). Pour accroître de manière significative la part des énergies renouvelables conformément à la cible de l'ODD 7, les efforts engagés actuellement dans tous les secteurs d'utilisation finale doivent être accélérés afin d'intensifier l'utilisation des énergies renouvelables tout en maîtrisant la demande totale d'énergie.

Les améliorations de l'intensité énergétique (une mesure indirecte de l'efficacité énergétique) s'éloignent de plus en plus de la cible fixée à l'horizon 2030 dans le cadre de l'ODD 7. Le taux d'amélioration de l'intensité énergétique primaire à l'échelle mondiale en 2018 était de 1,1 % par rapport à l'année précédente, le taux moyen annuel le plus bas depuis 2010. Pour atteindre l'objectif fixé pour 2030, le taux d'amélioration annuel devra à présent être de 3 % en moyenne.

Pour accélérer la cadence des progrès dans toutes les régions et pour tous les indicateurs, il faudra un engagement politique plus résolu, une planification énergétique à long terme ainsi que des incitations politiques à grande échelle appropriées qui stimulent l'adoption plus rapide de solutions énergétiques durables. Certes, le secteur privé reste la première source d'investissements dans l'énergie propre, mais le secteur public est le principal pourvoyeur de financements et le levier central des capitaux privés, particulièrement dans les pays en développement et dans le contexte de l'après-COVID. L'un des tous nouveaux indicateurs utilisés dans le rapport, à savoir les flux des financements publics internationaux en direction des pays en développement, montre que l'aide financière internationale demeure concentrée sur quelques pays et ne profite pas à bon nombre de ceux qui en ont le plus besoin. Les flux vers les pays en développement à l'appui des énergies propres et renouvelables ont atteint 14 milliards de dollars en 2018, 20 % seulement de ces ressources étant destinées aux pays les moins avancés qui sont pourtant les moins susceptibles d'atteindre les différentes cibles de l'ODD 7. Au cours des années à venir, il faudra s'employer de plus en plus à « ne laisser personne sur le bord du chemin ».

Données clé sur les cibles de l'ODD 7

Accès à l'électricité. Depuis 2010, plus d'un milliard de personnes ont été raccordées à l'électricité. Ainsi, en 2019, 90 % de la population de la planète avait accès à l'électricité. Pourtant, 759 millions de personnes vivent toujours sans électricité, dont près de la moitié se trouve dans des environnements fragiles et marqués par des conflits. Malgré les avancées de ces dernières années, l'objectif d'universalisation de l'accès à l'électricité d'ici à 2030 ne sera vraisemblablement pas atteint, privant ainsi 660 millions de personnes environ d'électricité, surtout si la pandémie de COVID-19 compromet gravement les efforts d'électrification. Les disparités régionales persistent, le manque d'accès à l'électricité étant particulièrement prononcé en Afrique subsaharienne, responsable des trois quarts du déficit mondial. L'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est se rapprochent de l'accès universel, 98 % de leurs populations bénéficiant de l'électricité, contre moins de la moitié de la population en Afrique subsaharienne. Parmi les 20 pays présentant les déficits d'accès les plus importants, le Bangladesh, le Kenya et l'Ouganda sont ceux qui ont connu la plus forte amélioration depuis 2010, avec un taux de croissance annuel de l'électrification dépassant 3 points de pourcentage. C'est en grande partie le résultat d'une approche intégrée de l'électrification à l'énergie solaire à la fois via les réseaux, les mini réseaux et les solutions hors réseau.

Moyens de cuisson non polluants. La part de la population mondiale privée d'accès à des combustibles et des technologies propres pour cuisiner était de 66 % en 2019, ce qui signifie que pratiquement 3 milliards de personnes ou un tiers de la population mondiale étaient sans accès à ces moyens. Depuis 2010, le taux d'accès mondial à des moyens de cuisson non polluants a augmenté de 1 % chaque année, ces avancées étant principalement corrélées aux progrès dans les régions d'Asie centrale et du Sud de même qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est. En revanche, l'accès à des solutions de cuisson propres en Afrique subsaharienne a été plus lent que la croissance démographique, le taux d'accès ayant peu ou pas augmenté dans certains pays. Pour la première fois en 2019, l'Afrique subsaharienne a été la région abritant le plus grand nombre de personnes sans accès aux combustibles et technologies propres. Près de 900 millions de personnes ou 85 % environ de la population de la région n'ont pas accès à des moyens de cuisson non polluants, ce qui représente 35 % du déficit mondial en la matière. Vu la tendance actuelle, si des mesures rapides ne sont pas prises pour intensifier le recours à des moyens de cuisson non polluants, le monde manquera de presque 30 % l'objectif d'universalisation de l'accès à des moyens de cuisson propres, n'atteignant que 72 % de la population en 2030. Des 20 pays comptant le plus grand nombre de personnes privées d'accès à des combustibles et des technologies propres pour cuisiner, 10 se trouvent en Afrique subsaharienne (Nigéria, Éthiopie, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Ouganda, Kenya, Mozambique, Madagascar, Ghana, Niger), 6 sont en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est (Chine, Indonésie, Philippines, Myanmar, Viet Nam, République démocratique de Corée) et 4 en Asie centrale et Asie du Sud (Afghanistan, Bangladesh, Inde, Pakistan). Durant la période 2010-2019, les 5 pays à revenu faible et intermédiaire les plus peuplés (Chine, Inde, Indonésie, Brésil et Pakistan) ont accru leur taux d'accès combiné de 2 % tandis qu'au cours de la même période, le taux de l'ensemble des autres pays à revenu faible et intermédiaire stagnait. Afin que nul ne reste à la traîne, tous les pays en déficit d'accès doivent privilégier l'engagement politique et les incitations financières pour atteindre la cible universelle de l'ODD 7.

Énergies renouvelables. La crise de COVID-19 s'est soldée par une expansion de la production d'électricité à partir d'énergie renouvelable estimée à 7 % d'une année à l'autre, grâce notamment aux contrats à long terme, à la faiblesse des coûts marginaux, à l'accès prioritaire aux réseaux et à l'installation de nouvelles capacités de production utilisant les énergies renouvelables. En revanche, la part des énergies renouvelables dans le transport et le chauffage a baissé en 2020. L'électricité à base d'énergie renouvelable représente quasiment la moitié de la consommation mondiale d'énergie renouvelable moderne et trois quarts de l'accroissement de sa consommation d'une année à l'autre, l'hydroélectricité étant la principale source renouvelable d'électricité dans le monde et pour chaque région. Le chauffage, qui est l'utilisation finale la plus importante de l'énergie à travers le monde, a enregistré une croissance de 1,2 % seulement en ce qui concerne les sources renouvelables. Le charbon, le gaz et le pétrole répondent encore à trois quarts de la demande mondiale de chauffage, rendant ainsi cette activité fortement tributaire de l'énergie fossile. Les ambitions et l'appui politique doivent être renforcés dans ce secteur. De tous les secteurs, le transport est celui qui affiche le taux de pénétration des énergies renouvelables le plus faible, 3,4 % seulement en 2018. L'Afrique subsaharienne compte certes la part la plus importante de sources d'énergie renouvelable, mais les utilisations qui en sont faites ne sont pas modernes (la biomasse est utilisée à 85 %). L'Amérique latine et les Caraïbes sont les plus gros utilisateurs d'énergies renouvelables modernes, notamment l'hydroélectricité pour l'électricité, la bioénergie pour les processus industriels et les biocarburants pour le transport.

Efficacité énergétique. À l'échelle mondiale, le taux d'intensité énergétique primaire — un indicateur important de la consommation d'énergie par l'activité économique mondiale — s'est amélioré de 1,1 % en 2018. C'est le taux d'amélioration annuel moyen le plus faible depuis 2010. Jusqu'en 2030, il devra désormais être de 3 % en moyenne pour espérer atteindre la cible fixée pour l'ODD 7. L'activité économique s'est rapidement accrue dans les économies émergentes du centre, sud, est et sud-est de l'Asie, mais l'augmentation de l'approvisionnement énergétique a été tempérée par des améliorations

remarquables dans l'efficacité énergétique, qui se sont répercutées de façon solide et continue sur l'intensité énergétique. Entre 2010 et 2018, l'intensité énergétique en Asie du Sud-Est a augmenté de 3,1 %. Les taux d'amélioration de l'intensité énergétique les plus faibles ont été enregistrés en Asie de l'Ouest, en Afrique du Nord, en Amérique latine et aux Caraïbes (0,8 %) ainsi qu'en Afrique subsaharienne (1,4 %). À en croire les différents indicateurs utilisés dans chaque secteur pour mesurer l'intensité, le taux d'amélioration de l'intensité énergétique a ralenti par rapport à la période 1990-2010 dans tous les secteurs sauf le transport, où les normes d'efficacité du carburant ont stimulé l'amélioration de l'intensité énergétique.

Flux financiers internationaux. Les flux de financements publics internationaux en direction des pays en développement pour promouvoir les énergies propres s'élevaient à 14 milliards de dollars en 2018, en recul de 35 % par rapport au montant record de 21,9 milliards de dollars enregistré l'année précédente. L'évolution globale des flux financiers publics a cependant été positive au cours des dix dernières années : si l'on considère une moyenne mobile sur cinq ans, ils ont triplé durant la période 2010-2018. Cette tendance cache pourtant des disparités distributionnelles importantes, les engagements financiers ne ciblant que quelques pays, au détriment de bon nombre de ceux ayant le plus besoin d'une aide internationale. Les 46 pays les moins avancés n'ont reçu que 20 % des flux financiers publics entre 2010 et 2018 et 2,8 milliards de dollars au total en 2018, comme en 2017, mais moins qu'en 2016 et 2015. Les flux financiers internationaux doivent être augmentés davantage et cibler de plus en plus les pays les moins susceptibles de réaliser l'ODD 7. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 qui a considérablement accru la sensibilité des investisseurs aux risques et réorienté les financements publics prioritaires dans les pays en développement, les flux financiers publics internationaux sont plus importants que jamais pour mobiliser les niveaux d'investissement nécessaires pour atteindre l'ODD 7.

« Le monde est engagé dans une marche vers des émissions de carbone nulles nettes d'ici à 2050 et, en promouvant l'utilisation des énergies renouvelables dans tous les secteurs et en augmentant l'efficacité énergétique, nous pouvons atteindre des cibles importantes en matière d'énergie durable à l'horizon 2030 », affirme Fatih Birol, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie. « Il est essentiel de redoubler les efforts de mobilisation et d'intensification des investissements afin que l'accès à l'énergie continue de progresser dans les économies en développement. Fournir l'accès à l'électricité et à des solutions de cuisson non polluantes aux personnes qui en sont privées aujourd'hui coûte environ 40 milliards de dollars par an, l'équivalent de 1 % environ de l'investissement annuel moyen dans le secteur de l'énergie sur le chemin vers zéro émission nette d'ici à 2050. Cet avenir énergétique plus équitable et plus propre est possible si les gouvernements s'accordent pour intensifier les interventions. »

« Les énergies renouvelables ont prouvé leur fiabilité, leur bon rapport qualité-prix ainsi que leur résilience durant la pandémie, mettant en évidence leur valeur de premier plan dans le contexte de la transition énergétique. Mais les progrès vers la réalisation des objectifs climatiques et de l'ODD 7 doivent être plus rapides et équitables », déclare Francesco La Camera, directeur général de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). « Les efforts, notamment les flux financiers publics internationaux en faveur des énergies renouvelables, doivent être intensifiés pour accompagner les pays qui ont le plus besoin d'amélioration dans l'accès à une énergie propre, d'un coût abordable et durable, les soins de santé et le bien-être. L'Agence continuera de mettre à contribution son expertise et ses partenariats pour s'assurer que les nombreux bienfaits des énergies renouvelables concourent à l'essor d'économies inclusives et durables. »

« Le Rapport 2021 servira de base au Dialogue de haut niveau sur l'énergie qui examinera les progrès actuels vers l'ODD 7, 40 ans après la dernière manifestation de haut niveau consacrée à l'énergie sous les

auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le rapport soutient que la pandémie de COVID-19 a sans aucun doute compromis les avancées vers l'accès de tous à une énergie fiable, durable et moderne à un coût abordable, voire effacé certains des progrès accomplis jusqu'ici. En même temps, la situation offre la possibilité d'intégrer les politiques relatives à l'ODD 7 dans les programmes de relance et, par conséquent, de promouvoir le développement durable à grande échelle », **soutient Stefan Schweinfest, directeur de la division de la statistique du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.**

« Le rapport *Tracking SDG7* montre que 90 % de la population mondiale a à présent accès à l'électricité, mais si les disparités exacerbées par la pandémie ne sont pas résorbées, l'objectif relatif une énergie durable pourrait ne pas être atteint, compromettant ainsi les autres ODD ainsi que les objectifs de l'Accord de Paris », **souligne Mari Pangestu, directrice générale des politiques de développement et des partenariats à la Banque mondiale.** « Une transition énergétique inclusive est indispensable pour répondre au problème de l'accès à l'énergie et du changement climatique. Nous devons œuvrer ensemble pour réaliser l'ODD 7 afin d'offrir à tous l'accès à une électricité propre, durable et à un coût abordable. »

« Il est essentiel d'intensifier l'utilisation d'une énergie propre et durable pour protéger la santé humaine et promouvoir des populations en meilleure santé, particulièrement dans les zones rurales reculées. De trop nombreuses personnes, généralement les plus vulnérables comme les femmes et les enfants, n'ont toujours pas accès à des combustibles et des technologies non polluants pour cuisiner, ce qui les expose à des niveaux dangereux de pollution à l'intérieur des habitations. Pour un relèvement sain et vert au lendemain de la COVID-19, il importe de réaliser une transition rapide vers une énergie propre et durable », **estime le Dr Maria Neira, directrice du Département de l'environnement, des changements climatiques et de la santé à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).**

Il s'agit de la septième édition de ce rapport, publié auparavant sous le titre *Global Tracking Framework (GTF)*. Il a été préparé cette année sous la direction de la division de la statistique des Nations Unies.

Le rapport de cette année paraît à un moment important, alors que les gouvernements et les acteurs concernés se préparent au Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur l'énergie, un sommet prévu en septembre 2021 au cours duquel il sera question des mesures à prendre pour atteindre l'ODD 7 à l'horizon 2030 et de la mobilisation d'engagements et d'actions volontaires sous forme de Pactes énergétiques.

Le rapport peut être téléchargé à l'adresse <http://trackingSDG7gtf.esmap.org/> (a).

L'élaboration de ce rapport a été financée par le Programme d'assistance à la gestion du secteur énergétique (ESMAP) de la Banque mondiale.